



Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle

19 au 25 août 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

NOUVEAU BRAS DE FER ENTRE LA CUA ET LES MARCHANDS DE RUE

S'insurgeant contre l'opération d'assainissement engagée par la Commune Urbaine d'Antananarivo, les marchands ambulants d'Analakely observent une grève depuis le 24 août. Pour manifester leur mécontentement, ils ont organisé une marche depuis Behoririka jusqu'au portail de l'Hôtel de ville, en passant par le quartier de la Petite vitesse et par l'Avenue de l'Indépendance. Déterminés à poursuivre leurs activités sur les trottoirs, les manifestants ont revendiqué une rencontre avec le Premier magistrat de la ville, Lalao Ravalomanana et ce, peu importe s'ils doivent recourir à la manière forte. Les éléments des forces de force de l'ordre ont été mobilisés en masse devant le portail de la mairie pour empêcher les grévistes d'y pénétrer, ces derniers ont par conséquent réclamé la démission de la mairesse de la CUA.

« Analakely est en sens dessus-dessous » soutient **ANTSIVA** sur un ton alarmiste. La station a accordé une couverture en direct de cette manifestation. En colère, les marchands ont revendiqué la destitution de la mairesse de la capitale et se disent convaincus que les marchés communaux ne pourront accueillir tous les vendeurs, en réaction aux solutions avancées par la municipalité. **VIVA** a uniquement donné la parole aux commerçants ambulants en grève qui appellent Lalao Ravalomanana à faire preuve d'empathie. « Ce sont les marchands qui ont placé la mairesse à sa place. Ce sont eux même qui la destituera » a menacé une gréviste au micro de la chaîne. **FREE FM** a essayé d'être impartiale dans le traitement de ce foyer de tension. D'une part, elle a rapporté la colère des manifestants, notamment les marchands d'effets scolaires qui se voient pénalisés par la situation alors qu'il s'agit de la période propice à leur activité. Soutenant avoir déjà négocié avec la Commune et s'être acquitté des différents droits, ils sont déterminés à garder leur place dans la rue. D'autre part, la station a rapporté les déclarations de Harinosy Razafimbelo, délégué du Premier arrondissement qui souligne que la CUA ne reculera devant rien. « L'objectif de cette opération est la formation de tous les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



marchands. Ils ont déjà été incités à intégrer les marchés municipaux» a-t-il stipulé. Par ailleurs, la parole a également été accordée à Rasolofson Ratsimbizafy, du groupe de personnes en faveur de la défense des consommateurs, qui appelle Lalao Ravalomanana à démissionner si elle n'est pas prête à écouter les revendications de la population. D'ailleurs, il estime que la meilleure solution au problème réside dans l'établissement d'un accord entre les deux parties.

POLITIQUE

« LE POUVOIR AU SERVICE DE QUI ? » INTERPELLE LE SEFAFI

Une fois de plus, l'Observatoire de la vie publique ou SEFAFI tire la sonnette d'alarme sur les dysfonctionnements et les « aberrations » relevés dans la gouvernance du pays. Dans son dernier communiqué intitulé « Le pouvoir au service de qui ? », l'organisation de la société civile a dénoncé l'impunité dont jouissent les tenants du pouvoir et leur entourage. « Aucun dirigeant n'a jamais été condamné pour détournement de fonds publics, pour abus de pouvoir, pour trafic de bois précieux, pour accaparement illicite de terres ou encore pour un contrat minier clandestin. Plus grave, l'absence de sanctions s'étend aux violations de la Constitution, régulièrement légitimées par la Haute Cour Constitutionnelle » s'indigne l'OSC. Cette situation est, de son avis, l'une des principales raisons de la profonde rupture entre la classe politique et l'opinion publique. Elle insiste ainsi sur la mise en place de la Haute Cour de Justice, seule juridiction en mesure de juger les anciens ou actuels dirigeants. En outre, l'Observatoire de la vie publique s'est également exprimé sur la situation sociale de la Grande île qui ne cesse de se dégrader. Le SEFAFI n'a pas ainsi mâché ses mots pour accuser le Chef de l'Etat de ne pas honorer ses promesses et de renier la réalité. Il n'a pas manqué de faire part de sa colère concernant l'adoption du code de la communication par seulement 18 députés. En effet, malgré les « entorses flagrantes aux libertés fondamentales » le texte a passé le contrôle de constitutionnalité et, est sur le point d'être promulgué par le Président de la République.

*ANTSIVA et FREE FM s'accordent à dire que ce dernier communiqué de l'Observatoire de la vie publique résume parfaitement la situation politique et sociale actuelle. En faveur de l'organisation d'une élection présidentielle anticipée, Lalatiana Rakotondrzafy, chroniqueuse de la station **FREE FM**, rebondit sur l'occasion pour réitérer que le Chef de l'Etat n'a point honoré ses promesses. Faisant une analogie avec le code du travail, elle souligne que « l'employeur est en droit de licencier le travailleur étant donné que les clauses n'ont pas été*



respectées ». Joignant sa voix à celle du SEFAFI, la journaliste encourage au respect de la Constitution. Comme à l'accoutumée, **RNM** et **TVM** ont fait l'impasse sur le communiqué, très critique envers le pouvoir, du SEFAFI dans ses programmes d'information. Les animateurs de l'émission « *Ady Gasy* » de la radio nationale, en l'occurrence le ministre de la Communication, Vonison Andrianjato et son directeur de cabinet Nivo Ratiarison, ont plutôt condamné toute tentative de renversement du pouvoir sous peine de ruiner l'avenir du pays. Ils ont également appelé les politiciens à mesurer leurs propos.

RENCONTRE ENTRE LES JOURNALISTES ET LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Le Président Hery Rajaonarimampianina a reçu les représentants des journalistes, dont l'Ordre des Journalistes de Madagascar et l'Association des Chroniqueurs Politiques, au Palais d'Iavoloha, le 23 août dernier. L'objet de la rencontre porte bien évidemment sur le Code de la communication médiatisée. D'après le rapport fait par le journaliste Ilonala Alain, le Chef de l'Etat a profité de cette occasion pour faire savoir que les procédures de promulgation et d'application du texte ont été engagées et que la « discussion est désormais close », étant donné que tous se sont déjà exprimés. Malgré tout, il a proposé de mettre en place un espace de concertation afin de discuter avec les journalistes sur l'application du texte mais surtout, des articles faisant encore l'objet de réserves d'interprétation par la HCC.

*Pour ANTSIVA, cette décision de Hery Rajaonarimampianina a fait l'effet d'une gifle. La station a recueilli les réactions diverses des professionnels de la presse, dont celle de Soava Andriamarotafika, directeur de publication du groupe VIVA, qui n'a pas hésité à qualifier la rencontre d'Iavoloha de « mise en scène ». Il a soutenu que seuls les journalistes proches du régime y ont été présents. Fetra Rakotondrasoa, porte-parole du Mouvement pour la Liberté d'Expression, semble partager cet avis en soulignant que les journalistes « se sont fait berner ». Selon lui, Hery Rajaonarimampianina opte pour deux positions contradictoires : d'abord il tient à promulguer le code de la communication mais affirme en même temps vouloir la tenue d'une réunion de concertation. Ce fut sur **RADIO PLUS** qu'Alain Ilonala a effectué un compte rendu de l'entrevue avec le Chef de l'Etat. D'après ses explications, le Président Rajaonarimampianina a décidé d'apposer sa signature sur le document pour des raisons politiques. Toutefois, il s'avère disponible pour d'éventuelles discussions sans pour autant apporter des détails sur l'application du code de la communication, encore moins une date pour un prochain échange. Le porte-parole du collectif des journalistes n'a par conséquent pas caché*



ses doutes quant à la tenue d'une nouvelle rencontre avec le numéro un de l'Exécutif. Pour la chaîne TV PLUS, l'Etat sera tenu pour responsable des conséquences de l'application de code de la communication médiatisée dans sa version actuelle.

ECONOMIE ET SOCIETE

DES VOLONTAIRES FRANÇAIS RETROUVÉS MORTS A SAINTE-MARIE

Bollon Romain et Chaigneu Magalie ont été retrouvés morts sur la plage de Manganomaso, dans le fokontany Vohilava, Sainte-Marie, le 21 août, vers 6 heures du matin. Le jeune couple venait de passer la soirée dans une discothèque à proximité. D'après les premiers rapports d'enquête, les deux français ont succombé suite à plusieurs coups portés à la tête. Des rumeurs circulent selon lesquelles l'arme du crime serait un bois rond. Au nom du gouvernement, Roland Ratsiraka, ministre du Tourisme, a fortement condamné ce double meurtre qui « est une nouvelle menace planant sur le secteur touristique malgache ». Le 22 août, l'ambassadeur de France à Madagascar a rejoint Sainte-Marie. Des éléments des forces de l'ordre français ont également été dépêchés sur place. Aux dernières nouvelles, sept personnes ont été auditionnées et maintenues en garde à vue.

« La mafia règne à Madagascar » commente ANTSIVA sur un ton alarmiste et fait remarquer qu'il ne s'agit pas du premier double meurtre de ressortissants étrangers dans la Grande île. Tout en rappelant qu'un jeune ressortissant indo-pakistanaï, de nationalité française, vient d'être fusillé dans les rues de Mangasoavina, à peine deux semaines avant ce drame, la station accuse délibérément l'incompétence des éléments des forces de l'ordre qui selon elle « n'assurent que la sécurité des dirigeants au détriment de celle de la population et de ses biens ». A ce sujet justement, KOLO TV n'a pas caché son étonnement face à la célérité de la réaction du gouvernement. La chaîne regrette ainsi que l'Exécutif n'ait pas eu la même réactivité notamment suite aux séries d'attaques à Beroroha, Betroka ou encore à Miandrivazo. Elle est surtout convaincue que le régime fait tout pour éviter les réprimandes de la part du gouvernement français. Si la RADIO PLUS a couvert le déplacement du ministre du Tourisme à Sainte-Marie afin de se rendre au chevet des victimes, la TV PLUS a retransmis les explications du Secrétaire d'Etat en charge de la Gendarmerie nationale, le général Paza Didier Gérard soutenant qu'il s'agit d'un « crime passionnel ». Le maire de Sainte-Marie est également intervenu au micro de la chaîne. Il a rassuré que toutes les personnes présentes à la discothèque où les deux ressortissants ont passé la soirée ont été auditionnées. FREE FM a rapporté

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



l'intervention du ministre français des Affaires étrangères, sur la chaîne TV5Monde, durant laquelle il dénonce « l'irresponsabilité » du gouvernement malgache dans la gestion de la sécurité. Il souligne en effet que ces jeunes volontaires ne sont pas les premiers ressortissants français victimes de barbaries à Madagascar. Dans la même lignée. KOLO TV a mis en avant l'indignation du Consul de France. « C'est la première fois que de tels actes de barbaries se produisent sur une île aussi paisible » s'est-il exprimé. Quelques jours après le drame, MATV a informé ses téléspectateurs de l'intention de certains Facebooknautes d'organiser une marche pacifique le 28 août prochain. Cette manifestation vise à rendre hommage aux victimes mais surtout à interpeller les dirigeants concernant la nécessité de renforcer la sécurité dans la Grande île.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAKOTOARIVELO: mirana.rakotoarivelo@eces.eu

Site Web: www.incipals.eu